

---

# Menace serbe et guerre balkanique

---

Cedomir Nestorovic

La guerre dans l'ex-Yougoslavie constitue un danger de premier ordre pour la sécurité des Balkans en raison de l'enchevêtrement des minorités qui sont prises dans la tourmente et de la volonté d'internationaliser le conflit par les parties en présence. Celles-ci espèrent qu'une extension du conflit, ou une intervention militaire étrangère pourrait servir leurs intérêts. En dépit de la multitude des conflits latents que connaît la région, c'est pourtant la menace serbe qui est mise en avant comme l'unique détonateur possible d'une conflagration générale. Déjà identifiés comme agresseurs en Croatie et en Bosnie-Herzégovine, les Serbes sont par avance rendus responsables de tout conflit qui pourrait éclater dans les Balkans. Sans amnistier par avance quiconque, Serbes y compris, il est tout de même nécessaire de voir s'il y a une véritable menace serbe sur la région, et si elle existe, en quoi est-elle différente des autres menaces du même ordre.

Selon la théorie des dominos, le conflit dans l'ex-Yougoslavie se déplace du nord au sud. Il a d'abord frappé la Slovénie, puis la Croatie et enfin la Bosnie-Herzégovine. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, il continuera à se déplacer suivant le même axe, pour toucher le Sandzak de Novi Pazar, le Kosovo et la Macédoine. Par extension, la volonté dominatrice serbe va s'effectuer même là où les Serbes sont en faible majorité, comme en Vojvodine. Cette perspective semble tellement inéluctable que la Conférence internationale sur l'ex-Yougoslavie a proposé la création de sous-commissions pour la Vojvodine, le Sandzak et le Kosovo, proposition rejetée par la Serbie.

Les tenants de cette thèse reconnaissent volontiers qu'elle est subordonnée à l'existence de quelques conditions. Non seulement celles-ci doivent être nécessaires mais aussi suffisantes, ce qui revient à dire qu'il ne peut y avoir de conflit sans l'existence d'une cause unique, et qu'à chaque fois que la cause existe, le conflit doit éclater. Dans le cas qui nous intéresse, la cause unique est clairement identifiée: la volonté expansionniste serbe, basée sur la dissémination du peuple serbe sur le territoire de l'ex-fédération yougoslave. Bénéficiant d'une domination de fait dans l'ancienne Yougoslavie en fonction de leur majorité relative dans la fédération avec 36,3% de la population, les Serbes deviennent brusquement minoritaires dans toutes les républiques qui demandent l'indépendance. Craignant une perte de privilèges, la composante serbe veut garder le contrôle effectif des régions où elle est fortement concentrée, et n'accepte pas de céder le pouvoir à la composante majoritaire. Fortes de l'appui indéfectible de la Serbie et de l'armée fédérale, ces régions s'engagent dans une sécession violente par rapport aux nouveaux Etats ce qui amène ces Etats à réagir et la Serbie à apporter une aide directe aux sécessionnistes.

La thèse est séduisante, et n'a pas manqué de se retrouver dans bon nombre d'articles et d'ouvrages comme celui de Paul Garde<sup>1</sup>, de Simac, Gjidara et Grmek<sup>2</sup> ou dans le recueil d'Alain Finkielkraut<sup>3</sup>, pour reprendre les plus célèbres. On peut toutefois se demander si elle est juste, car elle relève plutôt de l'assertion que de la démonstration. En effet, l'unicité de la cause n'est pas systématiquement vérifiée, car la population serbe est très faible en Slovénie et à l'évidence, elle n'était pas le moteur de la flambée de la violence dans cette république. Sans rentrer ici dans la polémique sur la responsabilité du déclenchement du conflit car le débat n'est toujours pas tranché entre ceux qui voient uniquement une responsabilité serbe et ceux qui penchent pour un partage de responsabilités (Gérard Baudson<sup>4</sup>) ou le rôle ambigu de la communauté européenne (Henry Wynaendts<sup>5</sup>), il faut néanmoins souligner que si la cause n'est pas unique, on ne peut pas parler d'un axiome immuable. Or, en l'occurrence, non seulement les Serbes de Slovénie n'ont pas pu constituer le moteur de cette violence, mais la présidence de la fédération yougoslave de l'époque, et donc le poste de commandant suprême des forces armées, était exercée par un croate: Stipe Mesic, et celle du premier ministre fédéral, par un autre croate: Ante Markovic. Ce sont eux qui ont donné l'ordre d'intervention de l'armée fédérale en Slovénie. La Slovénie constitue donc une entorse à la règle, ce qui enlève le caractère systémique de la belle hypothèse de départ et la présence de l'élément serbe n'est donc pas nécessaire pour le déclenchement du conflit. Il faut rechercher d'autres paramètres rendant nécessaire la logique de guerre en ex-Yougoslavie.

Qu'en est-il maintenant de la condition suffisante? La thèse de la

cause suffisante implique que lorsque la condition existe celle-ci doit immanquablement se réaliser. Or, il n'y a pas de liaison immédiate entre la cause et le conflit car des cas existent qui attestent du contraire. En effet, l'élément serbe était dans l'ancienne fédération yougoslave en minorité, à la fois en Macédoine, en Croatie et en Bosnie-Herzégovine. Il représentait environ 2,2% de la population en Slovénie et 2,3% de la population en Macédoine, mais on ne peut comparer les deux situations car la population serbe de Macédoine représente une réalité géopolitique, étant concentrée sur la partie nord de la république, frontalière avec la Serbie, ce qui n'était pas le cas de la communauté serbe de Slovénie. On ne comprend pas pourquoi le conflit a éclaté en Croatie et pas en Macédoine alors que le statut des Serbes dans cette dernière république n'est pas meilleur que celui qui leur est réservé en Croatie. La Constitution macédonienne ne fait pas des Serbes une nation constituante de la Macédoine, et c'est justement cet article de la nouvelle constitution croate de 1990 qui a mis le feu aux poudres en Croatie. D'un autre côté, on ne voit pas pourquoi le conflit n'a pas éclaté d'abord en Bosnie-Herzégovine, là où la concentration des Serbes est relativement la plus forte avec 32,2% de la population, mais en Croatie où elle est seulement de 11,5%. La présence des Serbes dans les différentes républiques de l'ex-Yougoslavie n'est pas une condition suffisante car pour qu'elle puisse se vérifier. Il lui manque soit la simultanéité d'action à toutes conditions égales par ailleurs, et donc le déclenchement du conflit à la fois en Croatie, en Bosnie-Herzégovine et en Macédoine soit une dynamique en fonction de l'importance numérique dans chaque république, ce qui donnerait l'ordre suivant: Bosnie-Herzégovine d'abord, la Croatie ensuite pour terminer en Macédoine. Aucune de ces deux possibilités n'étant observée, il faut donc rechercher d'autres causalités susceptibles de donner un modèle explicatif dans le conflit actuel.

---

### Extension régionale du conflit

---

L'expansionnisme serbe aurait une incidence internationale car il concerne les populations allogènes vivant en Serbie: Hongrois en Vojvodine, Albanais au Kosovo, et des populations pour lesquelles les puissances régionales se posent en défenseurs, comme les Musulmans du Sandzak qui sont explicitement soutenus par la Turquie. Il concerne aussi les pays frontaliers car indépendamment du problème de la population albanaise du Kosovo, la destabilisation de l'Albanie de la part de la Serbie pourrait entraîner l'intervention de la Grèce pour la récupération de territoires estimant lui revenir de droit. L'expulsion massive des Albanais de Grèce serait le signe le plus éclatant d'une prise

en tenailles de l'Albanie de la part de ses voisins du nord et du sud. D'un autre côté la déstabilisation de la Macédoine via la minorité serbe au nord de la République pourrait inciter l'intervention de la Grèce et pourquoi pas de l'Albanie et de la Bulgarie pour se partager les dépouilles éventuelles de la FYROM<sup>6</sup>.

La thèse de la causalité unique impute à la partie serbe la volonté de destabiliser toute la péninsule balkanique et même de réessusciter les alliances du début du siècle pour parvenir à ses fins. La menace serbe est tellement forte qu'elle réclame la mise en place d'un mécanisme de prévention des conflits et l'envoi des casques bleus en Macédoine, ce qui constitue une première dans l'engagement préventif pour les Nations Unies. Pour justifier cet engagement, les tenants de la causalité unique avancent deux arguments: l'élément serbe fait peser une menace réelle sur les autres Etats de la région, et d'autre part il est le moteur unique d'une destabilisation générale.

Sur le premier point, il faut avoir à l'esprit quels seraient les axes de l'extension internationale du conflit. On indique généralement que les premiers touchés seraient le Sandzak, la Vojvodine et le Kosovo. Or, les trois régions en question sont parties intégrantes de la Serbie, et on voit difficilement les pays frontaliers, Hongrie et Albanie, entreprendre une action visant à protéger leurs minorités nationales ou à soutenir des revendications sécessionnistes, étant donné que leur ligne directrice en politique étrangère est le respect des frontières et l'action collective au travers de la CSCE ou des Nations Unies. Il faudrait véritablement que le régime serbe entreprenne une politique de répression systématique et brutale pour que les pays frontaliers puissent réagir et convaincre la communauté internationale d'intervenir. Jusqu'à présent le régime de Belgrade n'a pas fait montre d'une politique d'anéantissement des minorités nationales et la communauté internationale a toujours réaffirmé le caractère étatique serbe des provinces de Vojvodine et du Kosovo. A plusieurs reprises les représentants de la Communauté Européenne et des Etats-Unis ont clairement indiqué qu'ils considéraient ces régions comme serbes et qu'ils n'appuieraient aucune demande d'autonomie ou de sécession. S'il y a conflit dans ces deux provinces, la cause ne pourra pas venir de la Serbie qui y détient déjà un contrôle absolu et qui n'a pas de revendications territoriales sur ses deux voisins. La seule possibilité d'internationaliser le conflit pourrait alors venir de la Macédoine, qui est reconnue par les Nations Unies. Deux arguments justifient une non-intervention de la Serbie dans cette république. Le premier est que la présence serbe dans cette république étant minime, elle ne peut constituer un défi sérieux pour la république nouvellement reconnue. Le second est que les Serbes se sont toujours engagés militairement avant la reconnaissance internationale des différentes républiques, ce qui leur donnait un gage de légitimité pour défendre les droits qu'on leur reprenait. Dans le cas de la Macédoine, il s'agirait

d'agression caractérisée contre un pays membre des Nations Unies et on voit mal le gouvernement serbe préconiser une intervention de ce type alors que d'un autre côté il réclame pour lui l'application du principe d'intangibilité des frontières pour le Kosovo ou la Vojvodine. On ne peut donc pas parler d'un possible levier serbe pour la destabilisation de la région car le gain escompté est maigre par rapport au risque encouru.

Sur le second point, il faut démontrer la singularité de l'expansionnisme serbe pour pouvoir parler de son influence décisive sur une déstabilisation globale. La polarisation sur le conflit dans l'ex-Yougoslavie est tout à fait compréhensible puisqu'il s'agit du seul conflit ouvert dans la région. De là à dire qu'il pourrait être la cause unique d'un embrasement plus généralisé est un pas trop facile à franchir. Ce serait oublier les logiques de guerre indépendantes de la guerre en ex-Yougoslavie qui peuvent parfois être concordantes mais pas nécessairement. Le projet de "tous les Serbes dans un seul Etat" n'est pas quelque chose de nouveau dans cette zone. En effet, au moment où ce thème a commencé à se développer parmi les Serbes au milieu du XIXe siècle, il était commun à tous les autres peuples des Balkans. Ainsi au projet d'Ilija Garasanin<sup>7</sup>, on trouvait en écho le mot d'ordre de "Grande Roumanie" dont l'objectif était "tous les Roumains dans un seul Etat"; on trouvait également la même chose chez les Grecs avec la "Megali Idea", auprès des Bulgares avec leur insistance à rejeter le Congrès de Berlin de 1878 et privilégier celui de San Stefano de la même année qui créait une "Grande Bulgarie"; et enfin chez les Albanais avec le programme de la Ligue de Prizren en 1878. Pour ces derniers, la thèse de "tous les Albanais dans un seul Etat" est une constante de la politique nationale. La dernière manifestation en est la Déclaration du Forum des Intellectuels Albanais lancé à Pristina au Kosovo en juillet 1993. Selon la déclaration de ce Forum animé par l'écrivain Rexhep Qosja, les Albanais doivent former un seul Etat comprenant l'Albanie bien entendu, les régions de Plav et Ulcinj (Monténégro), le Kosovo et les communes de Bujanovac, Medvedja et Presevo (Serbie), toute la région à l'ouest d'une ligne Kumanovo-Bitolj (Macédoine) et la région de Florina (Grèce). De ce fait on retrouverait pratiquement les frontières de la "Grande Albanie" tristement célèbre pour les pogroms des populations non-albanaises pendant la Seconde Guerre Mondiale. La Seconde Guerre Mondiale a également permis la réalisation de la thèse "tous les Croates dans un seul Etat" avec la formation de l'Etat Indépendant Croate qui n'a pas hésité à massacrer des Serbes, des Juifs et des Tsiganes<sup>8</sup>. Au moment de l'éclatement de la guerre en ex-Yougoslavie, les premiers combattants croates en Croatie et en Bosnie-Herzégovine étaient justement les partisans de Dobroslav Paraga dont le but avoué était de mettre les frontières de la Croatie sur la rivière Drina qui délimite la Bosnie-Herzégovine et la Serbie. Dans ces

conditions, on peut se demander en quoi le projet de la "Grande Serbie" chez certains extrémistes serbes diffère-t-il du projet de la "Grande Croatie" chez leurs homologues croates. Enfin, la Macédoine elle-même n'est pas exempte de virus de grandeur nationale. Deux congrès ont eu durant l'été 1993, un à Skopje et un autre à Ohrid afin de promouvoir l'idée d'une "réunification macédonienne" avec les "frères" du Pirin (Bulgarie) et de Macédoine Egéenne (Grèce). Alors que la Grèce tire argument d'une hypothétique prétention territoriale de la Macédoine sur la Grèce, ces deux congrès vont certainement mettre de l'huile sur le feu pour les relations entre les deux voisins.

Comme on le voit, ce projet de regroupement de tous les nationaux dans un seul Etat est un lieu commun dans les Balkans, qui s'est réalisé à un moment ou un autre au cours de l'histoire. Non seulement il n'y a pas de "copyright" des Serbes sur cette idée, ni dans le passé, ni dans le présent, mais d'un autre côté on peut se demander, en quoi le conflit en ex-Yougoslavie génère-t-il le conflit entre la Bulgarie et la Turquie, entre la Bulgarie et la Grèce ou entre la Macédoine et la Grèce? En quoi cette guerre est-elle à l'origine du conflit sur l'Epire du Nord entre la Grèce et l'Albanie. En quoi, finalement, ce conflit influe-t-il sur les différends entre la Grèce et la Turquie, pourtant tous-deux membres de l'OTAN? La question interne de l'ex-Yougoslavie est un nouveau venu sur la longue liste des revendications de toutes sortes dans les Balkans qui connaît une multitude de conflits latents. Imputer à la seule Serbie la responsabilité de tous ces conflits serait lui faire trop d'honneur et nier le contexte historique de la région qui n'a pas attendu la guerre en ex-Yougoslavie pour faire flèche de tout bois afin de régler ses problèmes à coups de guerre ou de purification ethnique. Qu'on se rappelle seulement l'année 1923 et la "purification mutuelle" de la Grèce et de la Turquie, ou les campagnes d'assimilation bulgares envers la minorité turque dont la plus récente remonte aux années quatre-vingts. Il n'y a pas de lien de cause à effet entre la guerre en ex-Yougoslavie et un possible embrasement des Balkans. Tout ce qu'on peut évoquer à la rigueur, c'est une contingence dramatique qui est certes possible, mais non probable.

La Serbie ne menace pas la paix dans les Balkans car la théorie des dominos n'est pas démontrée et il n'y pas de singularisme dans la politique serbe comparée à ses voisins. Si embrasement de la région il y a, cela serait nécessairement dû à une logique de la guerre endogène, qui n'a rien à voir avec la Serbie, car celle-ci n'a ni les moyens, ni la volonté de déclencher un conflit général. Le conflit en ex-Yougoslavie pourrait néanmoins servir de détonateur à des conflits déjà latents et qui n'attendent qu'une étincelle pour exploser et faire endosser la responsabilité à d'autres, en l'occurrence aux Serbes.

**Cedomir Nesterovic** est responsable du département Europe Centrale et Orientale à l'Institut Supérieur de Commerce International de Dunkerque.

**Notes:**

- 1 *Vie et Mort de la Yougoslavie*, Fayard, Paris, 1992 et le pamphlet qu'il a suscité: *De l'imprécision à la falsification* de Pavle Ivic, Nikola Samardzic, Anne Yelen, Pierre Maurer et Slobodan Despot aux Editions de l'Age d'Homme, Lausanne, 1992
- 2 *Le nettoyage ethnique, documents historiques sur une idéologie serbe* de Mirko Grmek, Marc Gjidara et Neven Simac, Editions Fayard, Paris 1993.
- 3 *Comment peut-on être croate?* Gallimard, Paris, 1992
- 4 *L'Europe des fous ou la destruction de la Yougoslavie*, Editions du CPCE, Paris, 1993.
- 5 Henry Wynaendts: *L'Engrenage, Chroniques yougoslaves, juillet 1991-août 1992* Denoël, Paris, 1993,
- 6 "Former Yugoslav Republic Of Macedonia", appellation sous laquelle la République de Macédoine est admise aux Nations Unies.
- 7 Ministre serbe des Affaires étrangères en 1844, Ilija Garasanin est l'auteur du *Nacertanije* prévoyant l'unification de tous les Serbes dans un seul Etat
- 8 Se reporter à l'article de Dusan T. Batakovic "Le génocide dans l'Etat indépendant croate (1941-1945)" In *Hérodote* N°65, hiver 1992 consacré à la question serbe; et à l'ouvrage de Vladimir Dedijer *Jasenovac-das jugoslawische Auschwitz und der Vatikan*, AHRIMAN-Verlag, Freiburg, 1988
- 9 Leader du HSP (Parti Croate du Droit), Dobroslav Paraga s'est fait le défenseur de la politique des oustachis pendant la Seconde Guerre Mondiale et demande l'union de la Croatie et de tous les territoires "historiquement et ethniquement croates", dont la Bosnie-Herzégovine et certaines régions de Serbie.
- 10 Sur l'idée de "tous les nationaux dans un seul Etat" se reporter à l'ouvrage *Histoire des Balkans*, de George Castellan, Fayard, 1990, Paris.